

Éditorial.

Russie-Ukraine : nouvelle géopolitique du monde

Béatrice Giblin

À l'heure où cet éditorial est écrit, la contre-offensive ukrainienne commencée début juin connaît de sérieuses difficultés : en près de deux mois, seuls autour de 400 kilomètres carrés ont été reconquis, le front semble stabilisé. L'armée ukrainienne attend des renforts en munitions et surtout des avions de chasse qui lui donneraient une réelle capacité offensive, et elle essaie de limiter autant que possible les pertes en hommes soumis au feu permanent de l'artillerie russe.

Quant à l'armée russe, ses troupes sur le front sont à l'abri de cinq à six lignes de défense (tranchées, champs de mines, dents de dragon) sur toute la longueur du front (plus de 1 000 km), construites au cours des derniers mois qui bloquent ou ralentissent fortement la contre-offensive ukrainienne. Si les forces militaires russes sont capables de bloquer l'avancée de la contre-offensive, néanmoins elles ne se risquent pas à passer à l'offensive pour conquérir les terres du Donbass restées ukrainiennes. Selon les experts de la guerre, l'offensive nécessite une supériorité numérique en hommes et en matériel trois fois supérieure à la défensive : apparemment aucune des deux armées ne semble en disposer.

Ainsi, les pertes en hommes et en matériel des deux côtés du front vont-elles encore être élevées avant d'arriver de guerre lasse – et ici l'expression prend tout son sens – à un cessez-le-feu.

La contre-offensive ukrainienne de l'automne 2022, avec la reprise rapide de Kharkiv et de Kherson, avait montré la faiblesse de l'armée russe, ou du moins celle de ses stratégies, et l'efficacité de l'armée ukrainienne plus motivée, mieux préparée et encadrée.

Toutefois, les spécialistes de l'armée russe étaient plus circonspects sur les chances d'un succès de la contre-offensive ukrainienne dans la reconquête de l'ensemble des terres occupées par l'armée russe, Crimée comprise, soit 20 % du territoire ukrainien. Selon ces experts, l'armée russe était loin d'être aussi faible que la déroute subie à l'automne pouvait le laisser croire car elle dispose de beaucoup plus d'hommes à sacrifier et de matériel pour continuer le combat aussi longtemps que nécessaire.

Pour Vladimir Poutine l'enjeu est d'importance : il s'agit pour lui de montrer que l'armée russe est réellement puissante et que l'armement occidental, malgré ses performances, ne peut la vaincre. Pas question de permettre à l'Occident de crier victoire, persuadé qu'il est de combattre l'Occident et plus précisément son principal ennemi, les États-Unis, et son armée, l'OTAN.

Pour les Ukrainiens, il leur faut combattre et gagner car c'est leur existence même en tant que nation qui est en jeu, ce qui explique leur courage. Tandis que pour les Russes, pour leur dirigeant et ses acolytes, c'est le statut de grande puissance de la Russie qui est en jeu et pour cela la fin justifie les moyens, y compris la mort de très nombreux soldats. De toute façon, toute contestation de l'« opération spéciale » étant réprimée, le pouvoir a les mains libres pour mener les opérations comme il l'entend quel qu'en soit le prix humain. La guerre risque d'être encore longue avant que puissent commencer des négociations pour un cessez-le-feu et un gel du conflit. À moins que l'« Occident », autrement dit les États-Unis, ne fournisse des F16 pour permettre une offensive aérienne, mais la riposte russe avec les Sukhoï ne se ferait pas attendre.

De l'importance des représentations dans la décision d'envahir l'Ukraine

Au vu de la concentration des forces militaires russes aux frontières nord et est de l'Ukraine, les responsables du renseignement américain n'avaient aucun doute sur la détermination de Poutine à envahir l'Ukraine. Cependant, bien qu'ils en aient averti leurs alliés, peu d'entre eux croyaient en cette invasion tellement elle leur paraissait irrationnelle et les conséquences négatives pour la Russie. Même les Ukrainiens, y compris leurs dirigeants, avaient du mal à y croire, et ce malgré la conquête de la Crimée en 2014 et le fait d'être en guerre dans le Donbass contre les séparatistes ukrainiens soutenus par les forces militaires russes. Seule la Pologne et les pays baltes, prévenus par leurs histoires respectives avec la Russie, étaient sur leurs gardes.

Dans sa définition de la géopolitique, Yves Lacoste accorde une grande importance aux représentations des territoires en jeu qu'ont les protagonistes dans un conflit territorial, que celles-ci soient fondées sur des faits avérés ou pas. Celles-ci

ont d'évidence joué un rôle déterminant dans la décision de Poutine d'envahir l'Ukraine, comme son refus d'admettre qu'une majorité d'Ukrainiens pouvaient souhaiter ne plus appartenir au seul monde russe, qui plus est pour rejoindre cet Occident qu'il juge décadent. Ce « peuple frère » ne pouvait donc qu'avoir été manipulé par l'ennemi de toujours, les États-Unis, et par un ennemi intérieur, les nationalistes ukrainiens, qui ne pouvaient être que les héritiers de Stepan Bandera, chef d'un mouvement nationaliste pronazi et antisémite qui avait compté sur l'invasion allemande pour libérer l'Ukraine du communisme.

On le sait, par un raccourci fallacieux de l'histoire, Poutine qualifia de nazis tous les Ukrainiens favorables à un partenariat avec l'UE et à une intégration dans l'OTAN. Rappelons que le président ukrainien Viktor Ianoukovytch avait été contraint de se réfugier en Russie en février 2014 suite aux manifestations et à l'occupation de la place Maïdan pour s'opposer à sa décision soudaine de suspendre l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne pour se rapprocher plus étroitement de la Russie. Le Kremlin qualifia le renversement de Ianoukovytch de coup d'État illégal. Constatant que les populations du sud et de l'est de l'Ukraine plus russophones et russophiles que le reste de l'Ukraine étaient hostiles à ce partenariat avec l'Union européenne, Poutine décida de passer à l'action pour prendre le contrôle de ces régions. La conquête de la Crimée fut facile et ce territoire fut aussitôt intégré à la Russie à la suite d'un référendum aux résultats totalement falsifiés. Ce retour à la mère patrie fut célébré en grande pompe à Moscou avec le soutien massif de la population russe, ce qui conforta Poutine dans la justesse de son projet de garder l'Ukraine dans le monde russe. Le soutien militaire aux milices séparatistes du Donbass permit à la Russie de contrôler 15 000 km², en plus des 27 000 km² de la Crimée. Cependant, la résistance de l'armée ukrainienne empêcha la prise de contrôle de la totalité des deux districts de l'Est et de l'ensemble du littoral de la mer Noire. Les accords de Minsk signés sous le parrainage de la chancelière allemande et du président de la République française stabilisa le front. La non-application du contenu des accords de Minsk par les gouvernements ukrainiens de Petro Poroshenko élu président en 2014, puis de Volodymyr Zelensky élu en 2019, donna un prétexte à Poutine pour justifier son invasion de l'Ukraine le 22 février 2022 au nom de la défense des frères ukrainiens du Donbass prétendument menacés de génocide par le pouvoir nazi à la tête de ce pays.

Autre représentation de Vladimir Poutine, celle de l'Occident incapable d'oser affronter l'armée russe. Poutine en était convaincu puisqu'en 2008 les forces militaires occidentales n'avaient pas réagi lors de la guerre éclair de l'armée russe en Géorgie pour soutenir les séparatistes de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. De même en 2013, lors de la guerre civile en Syrie, quand Obama, alors président des États-Unis, avait décidé de ne pas intervenir malgré l'utilisation de gaz

toxiques par l'armée syrienne contre des populations civiles, alors qu'il en avait fait une « ligne rouge » dont le franchissement aurait dû déclencher aussitôt une riposte armée des États-Unis et de leurs alliés. Cette non-riposte avait permis à la Russie de prendre la conduite des opérations militaires pour le plus grand bénéfice de Bachar al-Assad et de conforter la présence de la flotte russe en Méditerranée orientale avec la base de Tartous.

Poutine a sans doute interprété les efforts déployés par les responsables politiques américains et français pour le convaincre de renoncer à son invasion de l'Ukraine comme la preuve de leur peur de la guerre. De même, a-t-il peut-être vu dans leur préoccupation plusieurs fois renouvelée de ne pas humilier la Russie et son dirigeant la preuve qu'ils redoutaient la puissance de la riposte militaire russe. Les succès militaires remportés en Syrie (destruction d'Alep) et la facile reconquête de la Crimée ont accru sa confiance dans l'efficacité de son armée d'autant plus qu'il avait fortement augmenté son budget et relancé la production d'armes aux performances inégalées (telle la torpille nucléaire du programme Poséidon 2M39).

En outre, le départ en catastrophe de l'armée américaine d'Afghanistan à l'été 2021 a sans doute aussi contribué à conforter Poutine dans sa représentation d'une armée américaine loin d'être aussi performante qu'elle l'affirmait. Cet échec humiliant pour la première armée du monde devait probablement la conduire à réfléchir à deux fois avant de s'engager de nouveau dans un conflit. Il pouvait donc penser qu'il aurait les mains libres pour s'occuper de l'Ukraine.

Sa confiance était aussi renforcée par sa conviction que les 27 États membres de l'UE n'arriveraient pas à faire front commun pour s'opposer à son invasion de l'Ukraine et qu'il était même probable que leur union se fragilise à cause de leurs désaccords. La dépendance au gaz russe de certains États, au premier rang desquels l'Allemagne, pouvait les pousser à la conciliation tandis que les Polonais et les Baltes étaient convaincus qu'il fallait soutenir l'Ukraine car la Russie représente une menace dangereuse pour la paix en Europe. Or, compte tenu de la détestation de Poutine envers l'UE, la possible fragmentation de celle-ci serait bienvenue.

Enfin, l'amitié et le soutien de la Chine, si fortement et publiquement affirmés lors de l'ouverture des jeux Olympiques d'hiver le 4 février 2022 par Xi Jinping, l'assuraient qu'il était du bon côté de l'histoire, celle écrite par des dirigeants fermes dans leurs positions, respectés par leurs concitoyens, fiers de la grandeur retrouvée de leurs pays grâce à leur politique nationaliste et à la crainte qu'ils inspiraient désormais aux démocraties occidentales décadentes.

Après dix-sept mois de guerre, aucune de ces représentations ne s'est avérée juste : les Ukrainiens sont plus que jamais déterminés à défendre l'existence de leur nation et leur indépendance, et sont désormais beaucoup plus nombreux à vouloir intégrer l'UE et l'OTAN qu'au début de la guerre. C'est la Russie qui est accusée de fascisme et non l'Ukraine ; l'armée russe s'est révélée beaucoup

moins puissante et efficace qu'on ne le pensait ; l'Occident, même avec prudence, soutient dans la durée l'armée ukrainienne en lui fournissant les armes dont elle a besoin tout en veillant bien à ne pas se retrouver en situation de cobelligérance, au grand regret, voire parfois désespoir, de l'armée ukrainienne (voir l'article de Camille Grand) ; les 27 États de l'Union européenne sont restés unis malgré quelques tensions ; l'OTAN a retrouvé le rôle pour lequel elle avait été créée – la défense de l'Europe démocratique contre la Russie – et elle se renforce avec l'adhésion de la Finlande et de la Suède ; enfin, si la Chine réaffirme régulièrement son amitié envers la Russie, elle se garde bien jusqu'ici de lui fournir des armes à part des drones en grande quantité. Le seul État qui fournisse des armes à la Russie jusqu'ici (août 2023) est la Corée du Nord, l'Iran ne fournissant apparemment que des drones.

Le comportement inattendu des deux armées belligérantes

Une armée russe moins performante qu'attendu

Si, au cours du premier mois de l'« opération militaire spéciale », les forces russes occupaient 25 % du territoire ukrainien, on a néanmoins découvert une armée russe rapidement désorganisée, incapable de prendre le contrôle du ciel, des convois militaires en route vers Kiev stoppés par manque de carburant et devenus cibles des tirs ukrainiens, des soldats mal entraînés et livrés à eux-mêmes dont les comportements relèvent des crimes de guerre (Boutcha), dont il a été dit que certains ignoraient vers quoi ils étaient embarqués, tandis que d'autres étaient des prisonniers de droit commun, et même condamnés pour assassinat pour certains d'entre eux, libérés pour aller combattre en première ligne, recrutés par Evgueni Prigojine, un proche de Poutine, commandant militaire de la milice privée Wagner. Son passé peu glorieux est désormais bien connu (ancien délinquant et prisonnier, cuisinier de Poutine à qui il doit d'avoir fait fortune, à la tête d'une holding de logistique qui lui assure de très confortables revenus). Pendant que ses troupes combattaient pour la conquête de Bakhmout, il critiquait vertement et fréquemment le ministre de la Défense Sergueï Choïgou pour son incapacité à mener efficacement la guerre sans pour autant, étonnamment, subir aucune représailles. Plus surprenant encore, sa seule condamnation à l'exil en Biélorussie pour avoir marché sur Moscou avec une partie de ses troupes et ce, sans rencontrer de réels obstacles pour les arrêter jusqu'à sa volte-face à 200 km de Moscou. Alors que Poutine l'a publiquement traité de « traître », accusation qui justifie en Russie la condamnation à mort, il lui a permis de « s'exiler » en Biélorussie, et l'a même reçu le 29 juin soit quatre jours après son invraisemblable équipée. Comment expliquer cette

magnanimité ? En vérité, on sait désormais que cette magnanimité était limitée dans le temps puisque le 24 août Prigojine et quelques-uns de ses proches sont morts dans le crash inexplicable de son avion privé. Deux mois, c'est sans doute le temps qui fut jugé nécessaire à la reprise en main de la milice Wagner et éviter ainsi la réaction violente qu'aurait provoquée la mort de son chef immédiatement après sa tentative de coup d'État. Peut-être aussi le temps de neutraliser la famille et les proches de Prigojine pour éviter un déballage d'affaires compromettantes.

Malgré les faiblesses de l'armée russe, celle-ci dispose néanmoins de réserves en hommes, 300 000 sont mobilisés depuis le début de la guerre et la Douma a voté le 25 juillet 2023 une loi qui prolonge l'appel sous les drapeaux jusqu'à l'âge de 30 ans, afin d'éviter une nouvelle mobilisation qui aurait sûrement suscité une opposition encore plus forte que la précédente. Et surtout, la Russie est une puissance nucléaire ce qui oblige les États soutiens de l'Ukraine à la prudence, même si l'utilisation de l'arme nucléaire est peu probable car elle mettrait la Russie au ban des nations du monde, y compris la Chine. Mais l'armée russe en position défensive peut tenir longtemps ce front stabilisé. Comme le dit Céline Marangé : « L'armée russe, si rustiques soient ses moyens, reste une armée redoutable. »

La résistance et le courage de l'armée et de la population ukrainiennes

La réponse de Volodymyr Zelensky : « J'ai besoin de munitions pas d'un chauffeur », à la proposition américaine de l'exfiltrer à l'approche des troupes russes de Kyiv, deux jours après le début de l'invasion, a surpris et suscité le respect devant le courage et la détermination du président ukrainien de rester auprès de son peuple, se posant ainsi clairement en chef de guerre. Il n'a d'ailleurs depuis ce jour plus quitté ses vêtements couleur kaki, en Ukraine comme à l'étranger.

À l'image de son président, la grande majorité de la population a choisi de résister et de défendre la patrie, ayant compris que c'était l'existence même de leur nation qui était en jeu.

Pourtant, l'ensemble des experts, militaires ou non, annonçait qu'au vu de la disproportion des forces entre les deux armées, les forces ukrainiennes ne résisteraient qu'une dizaine de jours. En effet, un mois après le début de l'invasion, l'armée russe avait conquis un quart du territoire ukrainien, mais ensuite elle n'a plus progressé et a même reculé lors de la contre-offensive ukrainienne de l'automne 2022 ne contrôlant plus que 15 % du territoire ukrainien. Le courage et l'inventivité, pour ne pas dire le génie du bricolage, de jeunes soldats ingénieurs dans la vie civile transformant du matériel civil pour en faire du matériel militaire, ont étonné et suscité une forme de sympathie admirative : David affronte Goliath avec ruse et intelligence.

Il est vrai que depuis 2014 l'armée ukrainienne bénéficie de l'encadrement et de l'entraînement de conseillers militaires, principalement britanniques et américains, et depuis l'invasion, de matériels militaires occidentaux obtenus toujours après de difficiles négociations avec les États occidentaux qui veillent à ne pas être accusés de belligérance. Aussi, l'armée qui affronte les troupes russes n'a-t-elle plus rien de commun avec celle qui a dû affronter en 2014 les séparatistes du Donbass et les soldats russes qui les soutenaient.

En outre, elle a désormais suffisamment confiance en ses capacités pour ne pas craindre de franchir les lignes rouges proclamées par la Russie, comme attaquer la Crimée ou le territoire russe. En Crimée des bases russes et des dépôts de munitions ont été bombardés car ils sont indispensables à la logistique des troupes russes qui occupent les provinces sud de l'Ukraine (Kherson, Zaporijjia et Donetsk). Même le pont de Kertch, fierté de Poutine qu'il a inauguré en 2018, symbole du rattachement de la Crimée à la Russie, fut partiellement détruit par une explosion en octobre 2022. Depuis les débuts de la contre-offensive du printemps 2023, l'armée ukrainienne continue d'attaquer des cibles stratégiques en Crimée comme la base navale de Sébastopol, et attaque aussi le territoire russe près de la frontière (Belgorod). Elle a même l'audace d'envoyer des drones sur Moscou, y compris au-dessus du Kremlin, et s'ils furent abattus ils ont néanmoins pris en défaut la défense anti-aérienne russe, nouvelle humiliation pour l'armée russe et Poutine. Pour toute riposte, l'armée russe bombarde des bâtiments civils, culturels ou religieux comme la cathédrale de la Transfiguration à Odessa.

Toutefois, à la différence de l'armée russe, les réserves en hommes de l'armée ukrainienne sont limitées, il faut donc épargner les combattants autant que possible mais les pertes sont nombreuses dans les bataillons en première ligne sur le front car soumis aux assauts massifs de l'artillerie russe. Aussi, les stratèges de l'armée ukrainienne font-ils preuve d'intelligence et de patience pour réussir à percer les premières lignes de défense russes.

Les conséquences géopolitiques de l'invasion russe

Dix-huit mois après le commencement de l'invasion russe, les conséquences géopolitiques à l'échelle du monde sont incontestables.

Avant toute analyse, le conflit russo-ukrainien est devenu un laboratoire d'innovations juridiques. En effet, le blocage de l'ONU par le veto de la Russie empêche toute action de l'organisation et contribue ainsi à la discréditer puisque jugée inefficace à prévenir et régler les conflits. Les États occidentaux qui avaient décidé de s'opposer à l'invasion de la Russie ont dû contourner son veto et trouver de nouveaux moyens d'intervenir. Pour cela, ils ont eu recours à de nouveaux

mécanismes juridiques ou en ont détourné d'autres de ce pour quoi ils étaient prévus initialement (voir l'article de J.-L. Iten). L'une des difficultés juridiques majeures sera de réussir à punir les criminels de guerre, et Poutine au premier chef. Notons toutefois que ce dernier a dû renoncer à se rendre au sommet des BRICS qui s'est tenu en août 2023 en Afrique du Sud à cause de l'émission d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale contre lui. Peut-on y voir le premier pas envers une condamnation ? Probablement pas mais au moins une restriction imposée à ses déplacements internationaux (voir l'article de J.-L. Iten).

L'adhésion promise de l'Ukraine à l'OTAN

En tout premier lieu, l'OTAN a retrouvé sa fonction première : assurer la défense collective de l'Europe. L'OTAN a depuis le début de l'invasion stationné 40 000 hommes dans les États de l'Europe orientale et 300 000 sont en état d'alerte. On est encore très loin du nombre de soldats, surtout américains, qui stationnaient en Europe pendant la guerre froide, mais la Russie est clairement de nouveau perçue comme « la menace la plus directe et la plus importante pour (notre) sécurité » a déclaré le Norvégien Jens Stoltenberg lors d'une conférence de presse le 27 juin 2022 quelques jours avant le sommet de Madrid de l'OTAN.

Non seulement plus aucun État européen ne conteste son utilité, y compris la Hongrie de Viktor Orbán pourtant le dirigeant le plus favorable à Poutine de tous les États européens. Rappelons que dès que le Pacte de Varsovie fut rompu en 1991, les États qui en étaient membres ont aussitôt demandé à rejoindre l'OTAN, ce qui fut obtenu en 2004 après un long processus. Dès l'invasion russe, deux États, la Finlande et la Suède, ont demandé leur adhésion à l'OTAN, deux États jusqu'alors neutres, la Suède depuis deux siècles (1812), la Finlande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Désormais, la défense de l'ensemble du littoral de la mer Baltique est assurée par l'OTAN, mis à part le golfe de Finlande et l'enclave de Kaliningrad qui appartiennent à la Russie.

Jusqu'à l'invasion russe de l'Ukraine, toute nouvelle adhésion était étudiée de près, voire différée *sine die* comme ce fut le cas pour l'Ukraine et la Géorgie en 2008, par crainte d'une réaction hostile de la Russie et aussi pour éviter d'alimenter la « paranoïa » russe qui voit dans toute extension de l'OTAN à l'est, une menace directe pour la sécurité de la Russie. Pourtant, depuis la fin de la guerre froide, les relations entre l'OTAN et la Russie ont été fréquentes. Ainsi, la Russie comme l'Ukraine et d'autres pays de l'ex-Union soviétique ont rejoint le Partenariat pour la paix proposé par l'Alliance atlantique dès sa création en 1994. Depuis lors, la Russie comme l'Ukraine ont pu, à ce titre, profiter d'une coopération étendue avec l'OTAN. De plus, « les deux seuls autres pays à bénéficier d'un

format bilatéral dédié sont la Géorgie, avec l'établissement d'une Commission OTAN-Géorgie en 2008, et la Russie avec le Conseil OTAN-Russie mis en place dès 2002 qui était, jusqu'au lancement du Conseil OTAN-Ukraine en juillet 2023, le cadre de coopération le plus complet. Il reposait sur l'idée d'un partenariat "égal", jusqu'à la suspension de l'essentiel de ses activités, à l'exception du dialogue politique périodique au niveau des ambassadeurs qui lui s'est poursuivi jusqu'en janvier 2022, avec 11 réunions entre 2014 et 2022» (voir l'article de Camille Grand). Il est utile de rappeler cette coopération entre la Russie et l'OTAN pour montrer que le discours de Poutine sur la volonté de l'OTAN de menacer l'existence même de la Russie n'a aucune réalité. Néanmoins, ce discours a trouvé un incontestable écho dans certains milieux politiques particulièrement en France et en Allemagne. C'est d'ailleurs pour cette raison que certains analystes proposaient à l'Ukraine, y compris encore après le début de l'invasion, de faire le choix de la neutralité, on parlait d'ailleurs d'une possible «finlandisation» comme si sa neutralité suffirait à rassurer le Kremlin. Désormais, la promesse a clairement été faite à l'Ukraine qu'elle intégrerait l'OTAN prochainement, mais après la guerre à cause de la clause de l'article 5 qui oblige tous ses membres à porter secours au pays attaqué. Or il n'est pas question de se retrouver en conflit ouvert avec la Russie. Aussi, lors du conseil de l'OTAN qui s'est tenu à Vilnius en juillet 2023, le président Zelensky fut-il déçu de ne pas obtenir de date précise pour l'adhésion de son pays, même s'il y a été assuré de bénéficier d'une procédure accélérée, ce qui est beaucoup mieux que la vague promesse d'une future adhésion qui avait été faite à l'Ukraine lors du conseil de l'OTAN tenu à Bucarest en 2008.

En outre, la menace russe est désormais telle qu'il a été décidé que la Moldavie bénéficiera du même processus d'adhésion accélérée et ce d'autant plus qu'elle a sur son territoire l'enclave de la Transnistrie où sont stationnées des troupes russes. Être membre de l'OTAN apparaît désormais comme la seule vraie garantie contre toute agression russe.

Si le rôle de l'OTAN n'est plus contesté, que devient le projet d'une défense européenne autonome ? La France est d'ailleurs le seul État à porter ce projet, désireuse, selon la tradition gaulliste, de ne pas se trouver dans une trop forte dépendance des États-Unis. L'expérience de la présidence Trump a montré que l'engagement des États-Unis en Europe n'était pas garanti à jamais et que primeraient toujours leurs intérêts nationaux. L'invasion russe de l'Ukraine a fait prendre conscience aux États membres de l'UE que la paix en Europe n'avait rien de définitif et qu'il fallait se préoccuper de nouveau de sa défense en augmentant sérieusement les budgets militaires de chaque pays. C'est le cas de l'Allemagne, contrainte de faire un revirement total de sa politique de défense qui reposait presque exclusivement sur l'OTAN, soutenue en cela par une opinion publique

pacifique. Le gouvernement d'Olaf Scholz a annoncé un budget de 50 milliards d'euros en 2022 et 100 milliards supplémentaires utilisés sur plusieurs années (le budget militaire de la France est de 56 milliards). L'objectif fixé par l'OTAN de consacrer 2 % du PIB de chaque État membre à la défense est encore loin d'être atteint, mais huit d'entre eux le satisfont ou le dépassent contre trois en 2014¹. Cependant, cette augmentation des budgets militaires ne signifie pas pour autant que l'ensemble des États européens soutient le projet français d'une défense autonome européenne, preuve en est le peu d'empressement à collaborer à la construction d'une industrie de l'armement commune ou à privilégier le matériel produit en Europe plutôt qu'aux États-Unis. «La défense collective est toujours l'apanage des États-Unis et l'Union européenne demeure subsidiaire» (voir l'article de J.-S. Mongrenier).

L'indispensable aide américaine

Le gouvernement américain fait preuve d'une très grande prudence pour éviter toute accusation de belligérance, en particulier dans la fourniture d'armes à longue portée plus susceptibles d'atteindre le territoire russe. Néanmoins, les attaques ukrainiennes sur ce territoire avec de l'armement occidental se multiplient sans provoquer une riposte massive de l'ennemi, celle-ci ne touchant pour l'essentiel que des bâtiments civils comme si l'armée russe était dans l'incapacité de réagir en ciblant des objectifs militaires et sans oser encore fort heureusement passer aux armes tactiques nucléaires.

Les Américains sont indubitablement les premiers soutiens de la résistance ukrainienne avec plus de 70 milliards d'euros d'aide annoncés, dont près de 43 milliards en aide militaire. Les pays de l'Union européenne ont annoncé à la fois des aides bilatérales (33,35 milliards d'euros) et des aides communes provenant des fonds de l'Union européenne (27,46 milliards d'euros), soit un total de 60,81 milliards d'euros². Les États-Unis prouvent ainsi qu'ils ont, sans contestation possible, l'armée la plus puissante au monde (39 % des dépenses militaires

1. «Les dépenses militaires poursuivent leur course en avant dans le monde», *Le Monde*, 25/04/2022, <https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/04/25/les-depenses-militaires-poursuivent-leur-course-en-avant_6123525_3234.html>.

2. «Quels sont les pays qui ont le plus aidé l'Ukraine financièrement depuis le début de la guerre?», *Le Monde*, 7/07/2023 <https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/07/07/quels-sont-les-pays-qui-ont-le-plus-aide-l-ukraine-financierement-depuis-le-debut-de-la-guerre_6126677_4355775.html>.

mondiales avec un budget de 874 milliards de dollars en 2022)³. Alors qu'ils sont centrés sur la menace chinoise, ils n'ont pas hésité à se réengager en Europe, et ce dès 2014. La gravité des conséquences géopolitiques de l'invasion russe en Ukraine, rien de moins que la mise en cause des fondements institutionnels et géopolitiques de l'ordre mondial (viol de la Charte de l'ONU par un membre permanent du Conseil de sécurité) est telle qu'ils n'avaient pas d'autre choix (voir l'entretien avec J. Vaïsse).

Au-delà de leurs matériels militaires aux performances souvent inégalées, et dont ils disposent en grand nombre, les Américains apportent à l'armée ukrainienne une aide indispensable dans le domaine du renseignement et dans celui du cyberspace. Après, dans un premier temps, quelques réticences à collaborer dans ce domaine avec l'armée ukrainienne, celles-ci ont été levées devant la compétence des ingénieurs ukrainiens et les conséquences positives que les Américains retirent de leur collaboration (voir l'article de J. Guiffard).

En outre, on sait que trois jours après le début de l'invasion russe, le groupe SpaceX du milliardaire américain Elon Musk a activé son service internet par satellite Starlink à la demande du vice-Premier ministre ukrainien, Mykhailo Fedorov, qui s'était adressé directement au milliardaire, lui demandant une assistance satellitaire pour maintenir les services de communication dans le pays.

La promesse faite à l'Ukraine de son adhésion à l'Union européenne

Comme pour l'adhésion à l'OTAN, le président Zelensky a obtenu l'engagement des 27 membres de l'Union européenne de faciliter et d'accélérer l'intégration de son pays à l'UE une fois la guerre terminée. L'Ukraine avait déposé sa candidature au lendemain de l'agression russe pour « intégrer l'UE dans un avenir proche ». Un an plus tard, l'argument selon lequel l'Ukraine payait le prix de la guerre pour assurer la défense de l'Union européenne contre la menace russe a pesé et il est vrai qu'aucun pays n'a payé aussi cher le droit de faire partie de l'UE. Pour cette adhésion, les conditions à remplir seront moins strictes d'autant plus que le gouvernement ukrainien travaille déjà à remplir certaines d'entre elles dont la lutte contre la corruption.

Si, avant l'invasion, le pourcentage d'Ukrainiens favorables à l'adhésion de leur pays à l'UE était de 67 %, il est désormais de 92 %. Quant aux Européens, 60 % d'entre eux sont favorables à l'adhésion de l'Ukraine même si l'intégration de ce

3. « Des dépenses militaires toujours plus élevées dans le monde », *Le Monde*, 04/24/2023, <https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/04/24/des-depenses-militaires-toujours-plus-elevees-dans-le-monde_6170734_3234.html>.

pays, au niveau de vie beaucoup plus faible que celui de la moyenne des populations de l'UE, posera de sérieuses difficultés ; mais le courage des Ukrainiens force l'admiration et suscite la solidarité, en mettant de côté les problèmes à venir. Cependant, même accélérée, l'adhésion de l'Ukraine prendra du temps car il n'est pas aisé d'intégrer un pays de 32 millions d'habitants depuis l'exil de millions d'Ukrainiens, majoritairement des femmes et des enfants qui ont fui la guerre.

Si les Ukrainiens n'arrivent pas à reconquérir la totalité de leur territoire, ils auront au moins gagné l'entrée dans l'UE et dans l'OTAN, ce qui n'est pas rien, et détiendront une armée parmi les plus puissantes de l'Europe avec un armement très performant (sauf si les destructions en matériel sont massives). En tout cas, une armée modernisée proche des standards de l'OTAN et très bien entraînée, mais à quel prix !

En France, et sans doute ailleurs en Europe, il est un autre acquis positif de la résistance ukrainienne à savoir le changement de représentation sur la population ukrainienne dans les milieux intellectuels de la gauche. Longtemps proches de l'Union soviétique et ayant toujours gardé un attachement profond à la culture russe et à la langue, ils partageaient spontanément le point de vue russe sur l'Ukraine – la petite Russie – et les Ukrainiens, avec un certain mépris pour la langue et sa culture considérant que les écrivains nés en Ukraine étaient russes puisqu'ils écrivaient dans cette langue et étaient connus pour cela. Une façon de nier l'existence même d'une culture ukrainienne qui n'était qu'un sous-produit de la culture russe, voire de nier l'existence même d'une nation ukrainienne. Il y avait clairement une sous-estimation du sentiment national ukrainien alimentée par la propagande russe qui insistait sur leur réelle proximité avec ce « pays frère » : forte présence ukrainienne en Russie y compris à des postes élevés, mariages mixtes, pratique répandue de la langue russe, histoire commune soviétique, etc.

La résistance ukrainienne a surpris en France et sans doute dans d'autres pays car l'unité nationale était sous-estimée. Celle-ci s'est incontestablement renforcée avec la guerre. *Jamais frères ?*, selon le titre de l'ouvrage d'Anna Colin Lebedev, sans doute *Plus jamais frères* serait-il plus juste.

La qualification du gouvernement ukrainien de néo-nazi par Poutine eut un écho, certes lointain dans ces milieux de gauche, car elle évoquait le déplorable épisode du mouvement ukrainien nationaliste indépendantiste pro-allemand et antisémite pendant la Seconde Guerre mondiale, à la tête duquel se trouvait le militant indépendantiste Stepan Bandera. Les militants de ce mouvement voyaient dans l'invasion allemande l'opportunité de se libérer de la domination communiste. Or, depuis leur indépendance retrouvée en 1991, les Ukrainiens ont cherché à mettre en valeur les héros du combat pour l'indépendance. Le problème est que « ce récit nationaliste historique a occulté l'implication des nationalistes dans la Shoah et les pogroms sont passés sous silence » [Colin Lebedev, 2022]. Anna Colin

Lebedev rappelle qu'au début 2010, le président ukrainien Viktor Iouchtchenko a accordé, dans une décision controversée, à Stepan Bandera le statut de « héros de l'Ukraine » qui lui a été retiré deux ans plus tard par son successeur Viktor Ianoukovitch. On sait que tous les Ukrainiens n'ont pas suivi Bandera dans son soutien à l'Allemagne nazie, et nombreux furent ceux qui l'ont combattue et sont à compter parmi les millions de morts soviétiques de la Grande Guerre patriotique. Parmi eux se trouvaient sans doute aussi de fervents nationalistes qui souhaitaient l'indépendance de leur pays. Les historiens ukrainiens travaillent depuis de longues années sur cette période compliquée et douloureuse et leurs travaux permettent de commencer à la regarder en face, sinon encore sereinement. Comportement qui est à l'opposé de celui de la Russie actuelle où s'écrit désormais une histoire officielle qui fait silence sur les crimes du régime communiste.

La Moldavie bénéficie du même soutien européen, et ce pour les mêmes raisons que l'Ukraine même si la Russie ne l'a pas – encore – envahie, mais la probabilité de l'être est grande.

Cet engagement des 27 à assouplir les conditions de l'adhésion à l'UE pour l'Ukraine et la Moldavie irrite les États candidats contraints de patienter et de faire de gros efforts pour répondre aux exigences de l'UE, comme la Macédoine du Nord depuis 2005, le Monténégro et la Serbie depuis 2012, ainsi que l'Albanie depuis 2014. La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo sont quant à eux considérés comme « candidats potentiels ». Mais les 27 ne sont pas unanimes pour intégrer l'ensemble des États des Balkans occidentaux. La Grèce, l'Autriche, la Slovénie poussent à la relance de l'élargissement de l'UE, avec l'argument qu'il faut contrecarrer l'influence de la Russie en particulier en Serbie qui pourrait à terme déstabiliser cette région, sans oublier la Chine qui s'intéresse de près à la région (voir l'article de A. Cattaruzza et Igor Štiks).

En mai 2022, pour contourner les dissensions entre les 27 et faire patienter les États candidats, en particulier l'Ukraine, Emmanuel Macron a lancé le projet d'une Communauté politique européenne (la France présidait alors le Conseil de l'Union européenne). La CPE fut présentée comme une organisation complémentaire à l'UE et non comme une alternative à l'adhésion. Organisée autour de valeurs démocratiques communes, elle aurait vocation à faciliter les coopérations entre États dans des domaines de premier plan, tels que la sécurité, l'énergie ou encore les infrastructures⁴. Ce projet fut approuvé par les 27 mais plutôt mal reçu par les pays candidats qui y ont vu un moyen de les éloigner encore un peu plus

4. « Adhésion des Balkans occidentaux à l'UE : que souhaitent les États membres ? », <<https://www.touteleurope.eu/1-ue-dans-le-monde/adhesion-des-balkans-occidentaux-a-l-ue-que-souhaitent-les-etats-membres/>>.

de l'adhésion. Un an plus tard, la résistance des Ukrainiens a balayé les réticences à l'adhésion de l'Ukraine.

Un nouveau contexte géopolitique pour l'Union européenne

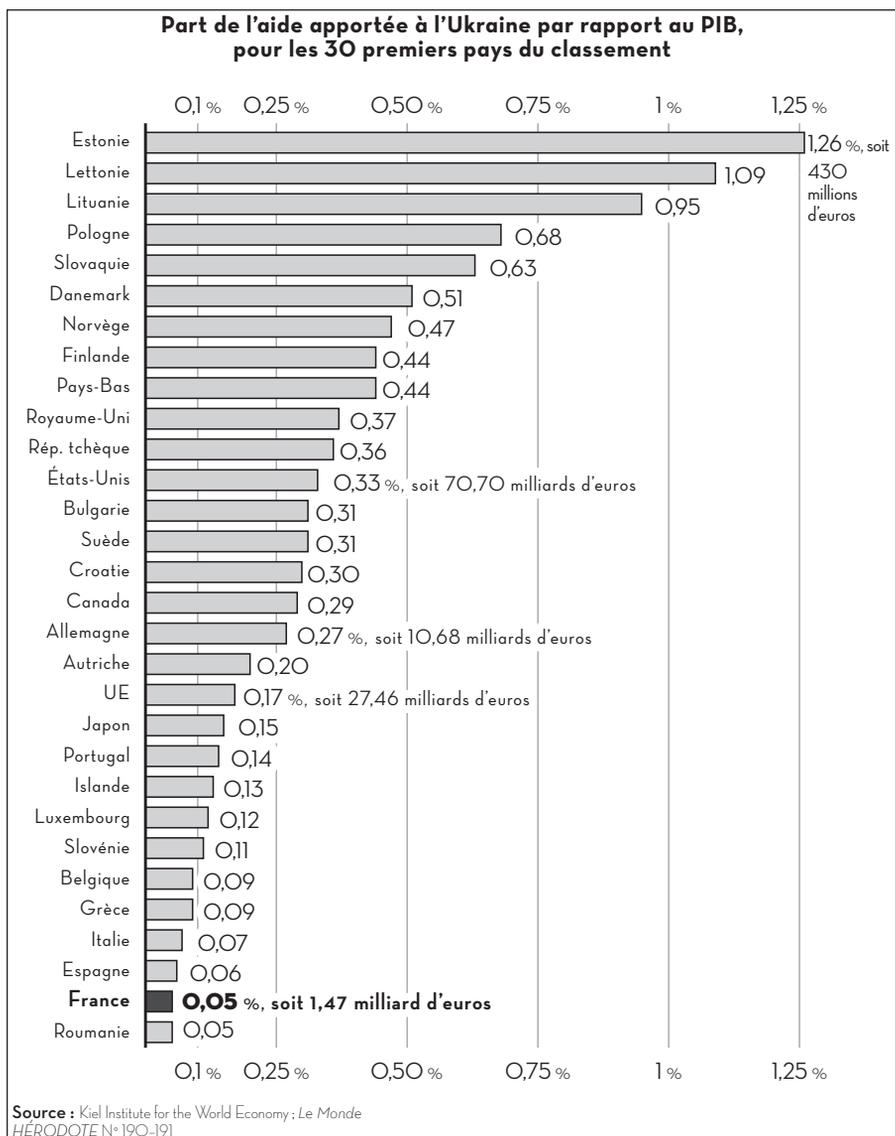
Outre l'aide financière mentionnée plus haut, la guerre a conduit les membres de l'UE à revoir certaines de leurs représentations vis-à-vis de quelques-uns de leurs partenaires. Ainsi, le regard quelque peu condescendant et incrédule envers certains pays de l'UE qui insistaient sur les dangers que faisaient peser la politique agressive de la Russie a bien changé. La Pologne et les pays baltes sont désormais plus écoutés car l'invasion de l'Ukraine, à laquelle les autres membres de l'UE ne croyaient pas, a montré qu'ils avaient raison de se méfier de leur grand voisin. Cette méfiance se traduit d'ailleurs par des aides plus élevées en pourcentage de PNB que celles des autres pays donateurs de l'UE.

Sur le plan de la Défense, on l'a dit, les 27 membres de l'Union européenne ont désormais pris conscience qu'il leur faut consacrer une part plus importante de leur budget. Toutefois tous ne partagent pas l'idée qu'il est nécessaire que l'UE ait une réelle autonomie stratégique, même si la donne géopolitique mondiale change avec le rapprochement de la Russie avec la Chine, et la probable montée des tensions entre la Chine et les États-Unis. Celles-ci peuvent à plus ou moins long terme éloigner les Américains de la défense de l'Europe, surtout si Donald Trump était élu en 2024.

La guerre de retour sur le continent européen oblige l'UE à admettre qu'elle ne se construira plus sur le seul marché, la démonstration étant faite que le « doux commerce » n'empêche pas la guerre. Il faut désormais penser la construction de l'UE dans un contexte géopolitique différent de celui de la guerre froide. Rappelons que dans les années 1960 les relations entre la Russie et la Chine furent rompues, ce qui facilita les relations avec les États-Unis après leur reconnaissance du gouvernement chinois comme seul représentant de la Chine au détriment de Taïwan. À la chute de l'URSS, les relations russo-chinoises s'améliorent puisque le partenariat sino-américain n'est plus aussi nécessaire. Actuellement, l'amitié russo-chinoise – et non l'alliance – est au plus haut mais pour combien de temps ? Aussi longtemps que la Chine y trouvera son intérêt.

Un autre changement géopolitique provoqué par la politique militaire impérialiste de la Russie est l'inéluctable militarisation de l'Arctique, ce qui explique aussi la demande d'adhésion de la Suède à l'OTAN. On sait que le président turc Recep Tayyip Erdoğan s'y est opposé jusqu'à ce que la Suède accepte d'extrader un sympathisant du PKK, et d'en mettre un autre en examen, dérogeant ainsi à sa politique d'accueil des réfugiés politiques.

FIG 1. – PART DE L'AIDE APPORTÉE À L'UKRAINE PAR RAPPORT AU PIB, POUR LES 30 PREMIERS PAYS DU CLASSEMENT.



Hérodote, n° 190-191, La Déconverte, 3^e et 4^e trimestres 2023.

Autre changement d'importance, celui de l'attitude de l'Allemagne envers la Russie. La chancelière Angela Merkel, qui parlait le russe (elle était originaire de la RDA), se targuait d'avoir une relation directe avec Poutine et de pouvoir discuter avec lui sans intermédiaire. Sa confiance dans l'importance des relations économiques pour assurer une relation de confiance entre les États, la conduisit à faire dépendre l'approvisionnement énergétique de l'Allemagne du gaz russe. Après sa décision de fermer les centrales nucléaires suite à l'accident de Fukushima en 2011, le gaz russe bon marché fut une aubaine pour l'industrie allemande. La construction du gazoduc Nord-Stream 1 à travers la mer Baltique assurait l'approvisionnement de l'Allemagne et en conséquence privait l'Ukraine des importantes royalties touchées pour le passage du gaz russe sur son territoire, sans que cela préoccupe outre mesure l'Allemagne, au point même d'accepter la construction d'un second gazoduc, Nord Stream 2, financé par Gazprom qui du fait de la guerre ne fut jamais inauguré. Il fut même saboté sans qu'on sache encore qui en fut l'auteur [Ramdani, 2023].

Poutine était convaincu que la dépendance énergétique de certains pays de l'UE du gaz russe les contraindrait à ne pas s'opposer à son projet géopolitique d'annexer l'Ukraine ou du moins d'en garder le contrôle. Dans un premier temps, la tension sur le marché de l'énergie qui existait suite à la reprise post-covid de l'économie mondiale a été fortement aggravée par l'invasion russe pour le plus grand bénéfice de la Russie, puis les flux russes se sont réduits pour le plus grand bénéfice cette fois des producteurs américains de gaz de schiste liquéfié qui approvisionnent désormais l'Europe. La guerre a permis la prise de conscience de la nécessaire indépendance énergétique et le dérèglement climatique celle de l'urgence de la décarbonation des énergies. C'est pourquoi les partisans de l'énergie nucléaire sont de nouveau entendus pour la plus grande satisfaction de la France, même si l'Allemagne continue de peser de tout son poids à Bruxelles pour contre-carrer le projet français de développement de l'industrie nucléaire.

Le Pacte vert européen adopté en mai 2023 qui a pour objectif de réduire de 55 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 est clairement perçu par Poutine comme une politique volontairement hostile à la Russie, puisque l'objectif est de se passer définitivement du gaz russe dont Poutine avait fait une arme. Poutine se tourne vers l'Asie, surtout l'Inde qui profite à plein de l'opportunité d'acheter des hydrocarbures russes à bas prix (30 % inférieurs au prix du marché) et la Chine mais celle-ci avance à grands pas vers les énergies renouvelables⁵.

5. Voir l'article «La Chine, championne des énergies renouvelables... et accro au charbon», *Le Monde*, 5/07/2023.

Les conséquences géopolitiques de l'invasion pour la Russie*Une amitié sans limite au risque de la dépendance*

Xi Jinping et Poutine affichent leur « amitié sans limite » comme une sorte de pied de nez aux Occidentaux. La Chine a refusé de condamner la Russie et assure chercher une solution négociée à la résolution du conflit en proposant des conditions inacceptables pour les Ukrainiens comme l'annexion définitive de la Crimée par la Russie et la non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Elle a refusé de s'associer aux sanctions internationales contre la Russie, elle a développé au contraire ses échanges commerciaux (achats d'hydrocarbures et de matières premières) et elle a tenté de rallier au nom du « Sud global » les États qui n'ont pas voulu prendre parti dans le conflit. L'Inde a une position comparable mais se montre toutefois plus prudente dans son soutien ne voulant pas rompre les bonnes relations qu'elle entretient depuis quelque temps avec les États-Unis (voir l'article de I. Saint-Mézard). En fait, Poutine et Xi Jinping partagent le même projet géopolitique : changer l'ordre mondial du monde, celui instauré par les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, si les deux dirigeants sont très soudés par ce projet il n'en reste pas moins que la Chine est beaucoup plus puissante que la Russie (dix fois plus peuplée et un PIB dix fois supérieur), de sorte qu'elle est en mesure d'imposer ses conditions à la Russie pour l'achat des hydrocarbures et des matières premières et leur paiement en yuans pour échapper aux sanctions américaines. Comme l'a écrit Alain Frachon : « contrepartie politico-diplomatique, les Chinois incitent les Russes à limiter leurs ventes d'armes à l'Inde ou au Vietnam, deux pays qui sont du côté américain dans la confrontation Pékin-Washington. La Russie perd en autonomie stratégique⁶ ».

Des soutiens plus ou moins ambigus

Plusieurs articles de ce numéro analysent les raisons des soutiens ambigus de plusieurs États vis-à-vis de l'invasion russe et en quoi elles traduisent des changements géopolitiques favorables ou non envers la Russie.

La Turquie d'abord. Quelques semaines après le début de l'invasion, le président turc s'est proposé comme médiateur entre les deux protagonistes du

6. Frachon A., « La Russie se retrouve dans la dépendance de la Chine, au bout d'un an de cette guerre qu'elle a lancée contre l'Ukraine », *Le Monde*, 19/01/2023, <https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/19/la-russie-se-retrouve-dans-la-dependance-de-la-chine-au-bout-d-un-an-de-cette-guerre-qu-elle-a-lancee-contre-l-ukraine_6158471_3232.html>.

conflit. Depuis Erdoğan continue de maintenir des relations avec Poutine et Zelensky. La Turquie a livré des drones à l'Ukraine dès le début de la guerre, drones qui avaient montré leur efficacité lors de la reprise du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie pour le contrôle du Haut-Karabagh. Mais Erdoğan, même s'il participe au contournement des sanctions contre la Russie, partage l'anti-occidentalisme de Poutine, ce qui les rapproche, et par ailleurs ils sont liés par des enjeux énergétiques (voir l'article de N. Seni). Cependant, en juillet, lors de la réunion des membres de l'OTAN à Vilnius, Erdoğan a choisi le camp de l'Occident et de l'OTAN en levant son veto à l'entrée de la Suède dans l'organisation de l'Atlantique nord. Il a aussi conditionné son accord à la relance du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Les anciennes républiques soviétiques de l'Asie centrale font preuve de la même ambiguïté envers la Russie. Sans doute à la surprise de Poutine, à l'exception du Bélarus, le Kremlin n'a pas été soutenu par les États ex-soviétiques. Bien que leurs réactions soient plus ou moins prudentes selon les relations plus ou moins proches qu'elles entretiennent avec la Russie, aucune ne veut renoncer à sa souveraineté ni aux relations qu'elles ont désormais avec les États-Unis, la Chine ou la Turquie (voir l'article de V. Avioutskaa).

Le cas d'Israël est l'un des plus complexes, car, d'une part, l'opinion – surtout chez les nombreux russophones du pays – n'était pas massivement en faveur d'une Ukraine au passé antisémite et, d'autre part, il s'agissait de ne pas froisser Vladimir Poutine, maître de l'espace aérien syrien en pleine pénétration iranienne face au Golan. Cependant, il est difficile au gouvernement israélien d'ignorer les pressions de son principal allié, les États-Unis. Toutefois, en contrepartie de son soutien à l'Ukraine, Netanyahu a obtenu de garder les mains libres sur le dossier palestinien (voir l'article de F. Encel).

L'abstention de plusieurs pays africains lors du vote pour la condamnation de l'invasion de l'Ukraine par la Russie a surpris. Mais elle traduisait leur volonté de montrer leur indépendance vis-à-vis des anciennes puissances coloniales ou de la domination américaine. Avant même l'invasion de l'Ukraine ils s'étaient tournés vers la Chine, l'Inde et aussi la Turquie, sans que ce basculement ne les conduise à remettre en cause le système rentier qui se perpétue pour le plus grand profit de quelques-uns (voir l'article de R. Pourtier).

Baisse démographique et exil des jeunes

Un des buts de la conquête des oblasts est et sud de l'Ukraine par la Russie était d'augmenter la population russe de plusieurs millions d'individus, façon pour le moins radicale de compenser la chute régulière de la population (147 millions

d'habitants en 1989, 145,47 millions en 2021, selon le Service fédéral des statistiques de l'État russe (Rosstat), y compris les 2,4 millions d'habitants de la péninsule de Crimée, annexée en 2014⁷). Malgré les politiques natalistes mises en œuvre, le taux de natalité n'augmente pas, surtout dans les populations slaves, et ne reste élevé que dans les populations musulmanes ce qui affaiblit la proportion de slaves chrétiens dans la population. En outre, la mobilisation partielle décrétée en septembre 2022 a poussé nombre de jeunes hommes, dont beaucoup d'entre eux sont diplômés, à s'exiler dans les pays voisins pour éviter de se retrouver sur le front. Selon le journal russe en exil *Novaia Gazeta*, qui cite une source officielle anonyme, 261 000 hommes se sont exilés en une semaine entre le 19 et le 25 septembre 2022.

L'arme relative des matières premières

Poutine pensait probablement que les colossales richesses agricoles et minières de son immense territoire contraindraient l'Occident, qui en a tant besoin, à accepter sa mainmise sur l'Ukraine. Or voilà dix-huit mois que les sanctions, les destructions, les boycotts désorganisent les exportations russes de matières premières, sources de revenus indispensables pour un pays où domine l'économie de rente. Plus grave encore, la dépendance énergétique de l'Europe du gaz russe ne l'a non seulement pas conduite à un faible soutien à l'Ukraine pour préserver son approvisionnement, mais l'a amenée à trouver rapidement d'autres fournisseurs, de sorte qu'elle ne dépendra plus de la Russie qui perd donc pour longtemps un de ses marchés les plus rentables. De plus, la guerre a contraint l'Europe à accélérer sa transition énergétique pour s'émanciper définitivement des énergies fossiles, russes comprises.

Cependant, comme déjà noté, les exportateurs russes ont trouvé d'autres clients, principalement en Asie, mais ceux-ci sont en mesure d'imposer leurs conditions puisque la Russie a impérativement besoin de ressources (voir l'article de J. Radvanyi).

Le chantage de Poutine à l'exportation des céréales n'est pas lui aussi sans risque. En effet, le blocage des exportations agricoles ukrainiennes en ne renouvelant pas l'accord permettant la sortie des navires céréaliers des ports ukrainiens de la mer Noire, voire en bombardant les ports sur le Danube proches de la frontière roumaine, peut mécontenter les pays africains grands importateurs de

7. «La démographie, l'autre front russe», *Le Monde*, 13/02/2022, <https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/13/la-demographie-l-autre-front-russe_6117305_3210.html>.

céréales ukrainiennes indispensables à l'alimentation de leurs populations à des prix accessibles et donc à la stabilité sociale. Les 40 000 tonnes de céréales gratuites promises à l'Érythrée et au Mali ne suffiront pas forcément à les rassurer. Pour garder le soutien des pays du « Sud global » encore faut-il ne pas les décevoir. Ainsi, alors qu'au premier sommet Russie-Afrique 43 chefs d'État africains avaient fait le déplacement, ils n'étaient plus que 17 à celui qui s'est tenu en juillet 2023, sans doute déçus par les promesses non tenues qui avaient été faites lors du précédent sommet.

Comment conclure alors que l'issue de la guerre est encore si lointaine ?

Ce qui est acquis, c'est la séparation définitive de l'Ukraine d'avec la Russie. Plus jamais frères et ennemis pour longtemps, la haine des Ukrainiens pour les Russes s'atténuera difficilement.

Le risque le plus grand est sans doute la percée des lignes de défense russes par l'armée ukrainienne qui représenterait une terrible humiliation qui pourrait susciter chez Poutine et l'état-major de l'armée russe une réaction irrationnelle allant jusqu'à l'emploi d'armes nucléaires tactiques, au risque de se mettre au ban de toutes les nations, Chine comprise.

Autre scénario possible, la résistance des lignes de défense russes dans le Donbass est telle que la contre-offensive ukrainienne ne peut reconquérir les provinces occupées. Ce qui pourrait conduire à un armistice sur le modèle de celui qui mit fin à la guerre entre les deux Corées sans conduire à la paix. Il est en effet peu probable que les Ukrainiens acceptent d'abandonner les provinces du Donbass même si l'exploitation des mines de charbon y est à terme condamnée, l'industrie sidérurgique y est vieillissante tandis que nombre d'habitants sont désormais réfugiés à l'ouest et perdent peu à peu l'espoir d'un retour. La question est encore plus complexe pour la Crimée à laquelle la Russie ne renoncera jamais estimant que le cadeau de cette presque île par Khrouchtchev à l'Ukraine n'avait aucune justification historique et qu'elle doit être et rester russe, en oubliant qu'elle fut tatare avant d'être russe.

Enfin, quelle seraient les conséquences d'une défaite russe sans changement radical de régime à Moscou ?

À suivre.

27 août 2023

Bibliographie

- COLIN LEBEDEV A. (2022), «Jamais frères ? Ukraine et Russie une tragédie postsoviétique», Seuil, Paris.
- RAMDANI S. (2023), «De l'annexion de la Crimée en 2014 à l'invasion de l'Ukraine en 2022 : extension et application des normes européennes au Nord Stream 2», *Revue Hérodote*, n° 188, La Découverte, Paris.